



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

69^{ème} session de l'Assemblée Générale de Nations unies

DEBAT GENERAL

« Réaliser et mettre en œuvre un Programme transformateur de développement pour l'après-2015 »

Intervention de Son Excellence Monsieur
Hery RAJAONARIMAMPINANINA
Président de la République de Madagascar

(25 Septembre 2014, New York)

(Vérifier au prononcé)

Monsieur Le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Comme mes prédécesseurs, je voudrais tout d'abord, au nom de la délégation de la République de Madagascar et en mon nom propre, vous adresser, Excellence Monsieur Sam KAHAMBA KUTESA, toutes nos félicitations pour votre brillante élection. Elle fait honneur à votre pays, la République d'Ouganda et vous êtes la fierté du continent africain tout entier.

Permettez-moi ensuite, de vous saluer Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, pour votre engagement en faveur de la paix et du développement dans le monde et pour vos actions à la tête de notre Organisation. Je saisis par ailleurs, l'occasion de cette tribune, pour vous réitérer, de façon solennelle, à vous et à votre équipe, la gratitude du Peuple malgache pour l'attention particulière et les moyens que le Système des Nations Unies a mobilisés pour contribuer à l'aboutissement du processus de sortie de crise à Madagascar.

Nous vous sommes aussi reconnaissants pour le rôle important que les Nations Unies continuent à avoir aux côtés de Madagascar et de son Peuple. J'étends naturellement cette reconnaissance à l'ensemble de la Communauté internationale dont l'accompagnement a été déterminant dans le règlement pacifique de la crise malgache.

Monsieur Le Président,

En faisant le choix du retour à l'ordre constitutionnel par la voie des urnes, le peuple malgache a confirmé son attachement à la stabilité et à la sécurité. En agissant ainsi, il participe à la construction de la paix et de la sécurité dans la région et partant dans le monde.

Forts de ces valeurs, nous avons fait de la réconciliation nationale qui est le socle de la cohésion sociale, la pierre angulaire de notre politique de développement. Nous sommes convaincus que sans paix sociale, il ne peut y avoir de développement et réciproquement. Nous avons d'ores et déjà marqué des étapes importantes dans ce processus et nous entendons bien avancer. Mais nos moyens ne sont pas encore à la mesure de l'envergure des tâches à abattre. C'est la raison pour laquelle Madagascar souhaite accéder au **Fonds pour la Consolidation de la Paix** (Peace Building Fund) qui serait disponible auprès de notre Organisation.

Monsieur Le Président,

5% de la biodiversité mondiale se trouvent à Madagascar. Il nous incombe par conséquent, la responsabilité de préserver cette richesse et d'en assurer une meilleure gestion pour nos générations futures. Dès le lendemain de ma prise de fonctions en janvier dernier, j'ai déclaré la guerre aux trafiquants de bois de rose ainsi qu'à tous ceux qui s'adonnent au commerce illégal des espèces protégées. L'instauration d'une bonne gouvernance forestière a été le premier acte de toute une série de mesures concrètes prises à ce titre. Un Comité interministériel chargé de l'assainissement de la filière a été mis en place dès juin 2014. Les autorités sont à pied d'œuvre pour concrétiser la politique de tolérance zéro

contre les trafics de tous genres, liés aux ressources naturelles et espèces sauvages. En dépit des efforts que nous déployons toutefois, force est de reconnaître que des trafiquants parviennent encore à déjouer les mesures de surveillance, en raison de l'insuffisance des moyens dérisoires dont nous disposons face à des trafiquants suréquipés et parfois même surarmés.

L'emplacement stratégique de Madagascar dans la zone de l'Océan Indien au carrefour de différentes routes maritimes, vitales pour les échanges mondiaux, implique la préservation de l'environnement de nos zones de pêche ainsi que de nos réserves marines. Les risques sont élevés en matière de piraterie, de terrorisme et de trafics en tous genres. Des mesures doivent être prises à cet égard, dans le cadre d'une coopération internationale active pour protéger cette zone.

L'Etat malgache a également augmenté la surface des aires protégées à plus de 10% du territoire national soit au moins six millions d'hectares, avec la collaboration de ses partenaires. Un reboisement à grande échelle en vue de pérenniser la production des bois d'œuvre et des bois d'énergie est inscrit dans l'Agenda des engagements du Gouvernement. Nous renforçons aussi notre arsenal juridique en ratifiant plusieurs accords multilatéraux environnementaux (Amendement au Protocole de Kyoto en matière de changement climatique, Convention de Minamata sur le mercure)...

Monsieur le Président,

Après plus de cinq années de crise politique assortie de sanctions et de mesures suspensives de toutes sortes, il est clair que la majorité des Objectifs du Millénaire pour le Développement ne seront pas atteints en 2015 à Madagascar. Toutefois, le pays s'est engagé à recentrer son développement sur la population et a entamé

des projets importants dans certains secteurs clé comme l'éducation, la santé, l'emploi, la sécurité, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, sans oublier les infrastructures. Ainsi, la scolarisation des filles a largement dépassé celle des garçons. De même, l'insertion scolaire et socioprofessionnelle de près de 500.000 enfants et jeunes pour l'année 2014-2015 a pu être réalisée. Plus d'une centaine de Centres de Santé de Base viennent d'être ouverts ces derniers mois à travers le pays. Au titre de la lutte que nous menons contre le paludisme, les efforts déployés par Madagascar dans la lutte contre le paludisme ont été reconnus au niveau continental dans le maintien à à moins 95 % de la couverture annuelle des ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide à effet durable (MID) et de la Campagne d'Aspersion Intra-Domiciliaire (IRS), outils les plus importants dans la prévention du paludisme.

Au plan sécuritaire, des résultats tangibles ont été obtenus ces derniers mois avec l'opération « Coup d'arrêt » qui vise à éradiquer les vols massifs de zébus dans le Sud et l'Ouest du pays. Enfin, l'éligibilité de Madagascar au sein de l'AGOA devrait imprimer un nouvel élan dans le tissu économique et social malgache avec la création massive d'emplois.

Monsieur Le Président,

Les enjeux du changement climatique sont énormes pour Madagascar puisque notre économie est basée sur des secteurs de développement sensibles au changement climatique. Les chiffres sont éloquentes à cet égard : 75% de la population malgache vit en milieu rural dont 4 millions dans des régions vulnérables et 28% de la population rurale sont en état d'insécurité alimentaire.

Si nos moyens pour atténuer les effets négatifs du changement climatique sur les activités socio-économiques du pays sont insuffisants, nous avons toutefois pris des mesures. Cela va de l'élaboration de cadres juridiques comme la Politique Nationale pour la lutte contre le changement climatique, la Stratégie nationale du Mécanisme de Développement Propre, la mise en place d'une politique de transition énergétique qui trouve son fondement dans les énergies renouvelables, au Plan des Actions Nationales d'Adaptation (PANA) et la création des différentes Structures de coordination des activités liées au changement climatique.

Monsieur le Président,

Nous adhérons entièrement au thème de cette session, à savoir, « **Réaliser et mettre en œuvre un programme transformateur de développement pour l'après 2015** ». Notre pays est déterminé à créer les conditions de la mise en place d'une nation prospère et moderne. Et c'est tout le sens des actions que nous avons engagées autour des principes de la transparence, la bonne gouvernance, le respect des droits d'autrui, la démocratie et les droits de l'homme.

Dans cette vision d'une nation moderne et prospère, notre objectif majeur est de sortir la population de sa situation de précarité. Pour ce faire, nous avons décidé une politique d'amélioration de la production pour augmenter la productivité et développer un secteur agricole performant. Cela permettra de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et à Madagascar de devenir le pivot de la sécurité alimentaire de l'Océan indien.

Nous avons aussi décidé la mise en œuvre de grands travaux d'infrastructures publiques: Il s'agit de travaux structurants, de construction d'autoroutes, de routes et d'œuvres d'arts, d'embellissements et de constructions de bâtiments,

de barrages hydrauliques, d'assainissement en eau, sans oublier le secteur des énergies.

A cet égard, nous développons un partenariat innovant en matière de structure de financement et en matière de partenariat. Outre les financements classiques émanant des bailleurs de fond traditionnels, nous avons en effet recours au système de PPP (partenariat public privé). Il s'agit d'établir un partenariat mutuellement bénéfique aussi bien pour les malgaches que pour les investisseurs.

Une attention particulière est portée sur les dossiers favorisant les emplois jeunes et les entreprises remplissant les conditions demandées, bénéficieront de mesures incitatives fortes et d'avantages fiscaux.

L'autre secteur prioritaire est le tourisme. Les infrastructures touristiques sont encore en faible quantité et à développer dans les secteurs porteurs. Madagascar est naturellement la destination idéale pour investir, hôtellerie, amélioration transports (routiers, mer, air)...

Nous devons relever les défis de la croissance et faire en sorte que les actions gouvernementales aient un impact positif et palpable sur le quotidien des 22 millions de malgaches dans le cadre d'un développement inclusif et durable.

Monsieur Le Président,

Madagascar a adopté un Programme transformateur pour son avenir. L'élaboration d'un Plan National de Développement procède de la volonté de l'Etat d'instaurer les principes de bonne gouvernance et de relance économique.

Ce PND a pour ambition de devenir un référentiel fédérateur du secteur privé avec la société civile, des collectivités territoriales décentralisées mais également des partenaires techniques et financiers.

La mise en œuvre du Plan National de Développement favorisera la sécurisation et la promotion des investissements nationaux et étrangers, ainsi que l'actualisation des cadres réglementaires s'y rapportant. Pour cela, Madagascar peut compter sur ses nombreuses potentialités et ressources stratégiques ainsi que sur sa population.

Monsieur Le Président,

Avant de conclure, je réaffirme la détermination de mon pays à renouveler et à renforcer ses engagements en faveur des différentes activités de l'Organisation des Nations Unies, en sus de la participation effective aux travaux habituels des Commissions et aux différentes Conférences organisées sous les auspices de l'Organisation.

Nous citerons, l'implication tous les ans, d'éléments de contingents issus de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale et de l'Administration pénitentiaire malgaches pour servir au sein de différentes opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique.

Plus récemment, le Gouvernement malgache vient de répondre positivement à la demande des Nations Unies d'envoyer 140 éléments « d'Unités de police constituées (FPU) » pour servir au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Madagascar continue également à plaider pour une représentation équitable au sein du Conseil de Sécurité, pour que les pays directement concernés par les crises et les conflits puissent pleinement participer au processus d'adoption des résolutions.

Monsieur Le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Madagascar a la chance d'être un pays béni de Dieu en ressources naturelles, un sous-sol riche, tant sur terre que sur mer.

Nous voulons transformer notre potentiel, les mines, le pétrole on-shore, le pétrole off-shore, le secteur touristique pour qu'ils contribuent pleinement au développement de notre pays, en dopant notre économie,

Madagascar aspire à passer rapidement du statut de pays moins avancé à celui d'un pays qui se développe et dans lequel grandira une classe moyenne digne et qui verra ses revenus progresser pour atteindre rapidement ceux des pays émergents. Je sais que c'est possible et que c'est réalisable. J'ai fait un contrat moral avec le peuple malgache pour parfaire l'utilisation de nos richesses naturelles et de nos ressources humaines pour permettre à notre pays d'accéder à une position solide dans le circuit de la mondialisation, de se reconstruire et de contribuer de manière positive à la résolution des grands problèmes de ce monde. Madagascar est désormais une terre d'opportunités.

Je vous remercie de votre attention.